

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1905.

Proposition d'enquête parlementaire sur le système défensif d'Anvers
et l'extension de ses installations maritimes ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. WOESTE.

MESSIEURS,

La proposition d'enquête parlementaire sur le système défensif et les installations maritimes d'Anvers a été adoptée dans la 3^e section par seize voix contre six et trois abstentions et dans la 4^e section par quinze voix contre huit et trois abstentions; elle a été rejetée dans la 1^{re} section par treize voix contre huit et deux abstentions, dans la deuxième par treize voix contre douze, dans la 6^e par quatorze voix contre douze; enfin, dans la 5^e section, l'application de l'enquête à la partie maritime du projet a été rejetée par seize voix contre onze et son application à la partie militaire votée par quatorze voix contre neuf et quatre abstentions.

Ceux qui ont défendu la proposition dans les sections ont, en substance, présenté les considérations suivantes :

« La Chambre a, en vertu de la Constitution, le droit d'enquête; ce droit est absolu. Dans les circonstances actuelles, l'usage d'un tel droit est pleinement justifié, tant au point de vue du régime de l'Escaut qu'au point de vue militaire. Le projet, en effet, n'a pas été suffisamment étudié; il soulève des questions techniques qui méritent d'être examinées par des hommes spéciaux; une enquête est dès lors indispensable pour fournir à la Chambre

(1) Proposition, n° 252 (session 1904-1905).

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. RENKIN, WOESTE, TONNELIER, MODESTE TERWAGNE, MELOI et DE BROQUEVILLE.

des documents et les éléments d'un jugement éclairé. D'ailleurs, le projet est le plus vaste qui ait été présenté depuis 1830; à ce point de vue encore, l'enquête s'impose. En vain, dit-on, que les fonctionnaires ne pourraient être interrogés : ce sont des hommes spéciaux qui seront invités à parler sincèrement; en le faisant, ils ne compromettront en rien la stabilité gouvernementale. » Plusieurs membres se sont du reste défendus, en votant l'enquête, de l'intention de poser un acte hostile au Cabinet. Dans la 1^{re} section, un partisan de l'enquête avait déposé un amendement aux termes duquel les fonctionnaires de l'ordre civil et militaire ne pourraient être entendus qu'après accord avec le Ministre compétent; la section n'a pas passé au vote sur cet amendement, le projet ayant été rejeté. Dans la 6^e section, deux membres ont reconnu qu'une telle enquête était une mesure exceptionnelle, mais que, la situation étant, elle aussi, exceptionnelle, l'enquête devait être accueillie.

Ces considérations diverses ont été maintenues et développées au sein de la Section centrale par les membres partisans de l'enquête et par l'auteur de la proposition. Ceux-ci ont ajouté que le Gouvernement ne pourrait interdire à ses fonctionnaires de déposer devant la Commission d'enquête sans confisquer une prérogative de la Chambre; ils ont fait remarquer, en outre, que, le Gouvernement ayant consenti à procéder à une enquête quant à la partie maritime du projet et aussi quant à la partie militaire, les objections faites au principe d'une enquête parlementaire venaient à tomber.

La majorité de la Section centrale n'a pas partagé ce sentiment. Il convient d'exposer les raisons qui ont déterminé son vote.

Sans doute les Chambres ont, en vertu de l'article 40 de la Constitution, le droit d'enquête. Mais autre chose est le droit, autre chose l'usage de ce droit; autre chose est l'usage du droit, autre chose l'abus de ce droit. Ce qui est certain, c'est que jamais, depuis 1830, les Chambres belges n'ont voté une enquête parlementaire à la suite du dépôt d'un projet de loi par le Gouvernement et à l'occasion de ce projet. Les enquêtes votées jusqu'à présent ont porté sur des faits; elles ont eu pour but, ou de permettre à la Chambre de se prononcer sur une validation de pouvoirs, ou de recueillir les éléments nécessaires à la présentation ultérieure de réformes, soit par le Gouvernement, soit par un membre du Parlement.

On ne peut donc le méconnaître : la proposition présente un caractère insolite. Si les Chambres n'ont jamais jusqu'ici poussé aussi loin l'usage du droit qui leur appartient, c'est qu'elles ont compris qu'un tel usage était en désaccord avec les conditions de fonctionnement régulières et normales du régime parlementaire. Assurément, si, dans les circonstances actuelles, le Gouvernement refusait de fournir les explications qui lui sont demandées au sujet de son projet, on pourrait comprendre une initiative exceptionnelle de la part du Parlement. Mais rien de pareil ne s'est produit. Le Gouvernement a répété à satiété, qu'il se tenait à la disposition des Chambres et qu'il ne cesserait de leur donner tous les renseignements qu'elles jugeraient nécessaire : c'est du reste ce qu'il a fait très largement.

Cela étant, décréter une enquête parlementaire à l'occasion du projet des travaux d'Anvers, ce serait dire au Gouvernement qu'il a mal ou insuffisamment étudié ce projet, qu'il n'a pas su faire un bon usage des forces admi-

nistratives dont il dispose, qu'il a, en d'autres termes, fait preuve de légèreté en présentant aux Chambres une œuvre dépourvue des justifications requises; ce serait, de la part de la Chambre, vouloir se substituer au Gouvernement, se charger de la préparation, après qu'il a été déposé, de son propre projet, s'arroger les attributions du pouvoir administratif et bouleverser, par conséquent, toute l'économie de nos institutions.

Autant dire que le vote de la proposition de la loi, quelles que soient les intentions de ses partisans, serait un vote de défiance à l'égard du Gouvernement, vote que celui-ci ne pourrait accepter. L'auteur de la proposition semble l'avoir compris; car, en terminant ses développements, il a écrit : « Il dépend du Gouvernement, s'il adhère à cette proposition, que le but de la Commission soit promptement réalisé »; s'exprimer ainsi, c'était reconnaître que la proposition ne pouvait aboutir sans le concours du Gouvernement. Or, ce concours, loin de lui être acquis, a été très nettement décliné.

Si tout cela est vrai d'une manière générale, combien cela est-il surtout vrai quand on songe que la proposition entend soumettre à la Commission d'enquête « le déclassement de l'enceinte actuelle et la transformation du système défensif de cette place », et l'autoriser à entendre dans ce but « les fonctionnaires de l'ordre militaire ».

Il est à peine besoin de faire remarquer combien il serait dangereux de passer au crible d'investigations publiques et contradictoires notre établissement militaire, et surtout d'autoriser une enquête de ce genre à scruter les lacunes que cet établissement peut présenter et à débattre les moyens d'y porter remède. Dans les pays étrangers, on comprend les nécessités patriotiques qui recommandent à ce point de vue la prudence et la discrétion. En Angleterre notamment, il n'en va pas autrement. On lit dans un auteur estimé, M. Todd ⁽¹⁾.

« Ce serait, pour l'une ou l'autre Chambre du Parlement, assumer un dangereux pouvoir que d'intervenir en matière de discipline ou de commandement de l'armée et de la marine...

» *Ni l'une ni l'autre Chambre ne doit également s'arroger le droit d'enquêter sur les armes les plus convenables et les plus parfaites pour l'usage de l'armée et de la marine*, à moins que le Gouvernement ne l'invite à procéder à cette recherche.

» S'il est nécessaire, à un moment donné, d'ouvrir de minutieuses enquêtes sur des matières touchant à l'économie intérieure de l'armée ou de la marine, ces enquêtes, ainsi qu'il a été exposé avec autorité, « doivent être faites *par* » une commission nommée par la Couronne et faisant ses rapports à la Couronne, rapports qui pourront être plus tard communiqués à la Chambre des Communes pour telle fin que cette Chambre jugerait utile. Mais je pense que cette Chambre n'est pas l'autorité compétente pour ouvrir des enquêtes de cette nature ⁽²⁾ ». Il est cependant de la pleine compétence du

(1) A. Todd, *Le Gouvernement parlementaire en Angleterre*. Traduction publiée chez Giard. Paris, 1900, 1^{er} vol., pp. 255, 257 et 258.

(2) Ces paroles prononcées par lord Palmerston, ont été, dit M. Todd, corroborées plus tard par M. Disraeli.

Parlement de s'adresser à la Couronne pour la nomination d'une Commission à cet effet. »

Les raisons qui précèdent paraissent déjà décisives à la majorité de la Section centrale. Elles ne sont pas cependant les seules.

On est, en effet, en droit de se demander ce que serait une telle enquête et quels résultats elle pourrait produire.

Il lui serait très difficile de limiter son champ d'action et d'écarter les témoins qui viendraient à se présenter. Les ingénieurs dépourvus de situation et désireux d'en acquérir une, les militaires armés de projets excessifs ou insuffisamment étudiés, et en général les hommes incompris demanderaient à développer leurs vues devant elle. Que risqueraient-ils? Ils n'ont pas de responsabilité et par suite ils ne seraient pas guidés par les lumières que celle-ci procure. D'autre part, les témoins ne seraient pas appelés à délibérer ensemble; ils se livreraient à une succession de monologues, et ceux-ci se combattraient les uns les autres: ce serait le carnaval des projets. L'enquête, disent les développements, « n'aboutira à aucun vote ni même à aucune conclusion ». Dès lors, quelle autorité aurait-elle?

Une question assurément délicate se présente d'ailleurs ici. Les fonctionnaires pourraient-ils être entendus dans cette enquête parlementaire? Tel est certainement le sentiment de l'auteur de la proposition; il suffit de lire l'article 3 de cette proposition pour s'en convaincre. Or, les fonctionnaires sont liés par le secret professionnel; ils dépendent du Gouvernement et non des Chambres; le Gouvernement aurait dès lors le droit strict de leur interdire de répondre à l'invitation qui leur serait adressée de comparaître devant la Commission d'enquête: de là un conflit inévitable entre lui et le Parlement.

On objecte que le Gouvernement pourrait ainsi annihiler une prérogative des Chambres. Certes, il est désirable que le fonctionnement des pouvoirs s'exerce d'une manière harmonique. Mais il n'en est pas moins vrai qu'ils sont indépendants les uns des autres et que, de même que le pouvoir exécutif ne peut empiéter sur le pouvoir législatif, celui-ci n'a pas le droit de commander aux fonctionnaires et d'en disposer sans avoir égard aux liens qui les unissent au Gouvernement. Il n'est pas d'ailleurs admissible que des fonctionnaires puissent faire connaître à des tiers ou livrer au public des choses qu'ils ne savent qu'à raison même des fonctions dont ils sont investis.

Supposons cependant que le Gouvernement délie les fonctionnaires du secret professionnel. Chaque officier, chaque employé civil sera dans ce cas appelé à discuter, à apprécier, à critiquer le projet déposé par le Ministre, son supérieur hiérarchique; il sera ainsi amené à opposer son autorité personnelle et sa prétendue responsabilité individuelle à l'autorité de la collectivité de ses collègues formant l'administration et la responsabilité constitutionnelle du chef du Département! De deux choses l'une au surplus: ou ils déposeront conformément aux vues du Gouvernement, et alors on dira que leurs témoignages sont sans valeur, à raison précisément de la dépendance dans laquelle ils se trouvent; ou ils combattront ces vues, et alors ils se réclameront du Parlement pour suivre, non l'impulsion reçue des Ministres, mais leurs préférences personnelles; et ainsi l'administration deviendrait une

sorte de Babel où l'indépendance régnerait de bas en haut, sans que personne ne sache plus où se trouve l'autorité à laquelle il convient d'obéir.

En vain, encore, objecte-t-on que le Gouvernement a admis le principe d'une enquête. Ce que le Gouvernement a admis, ce n'est pas une enquête, c'est l'examen complémentaire de Commissions sur deux points particulièrement débattus. En agissant de la sorte, il a cédé aux scrupules émis par quelques membres du Parlement et que du reste il ne partage pas : cette commission implique un supplément d'information qu'il n'a pas voulu, par esprit de transaction, refuser à ceux qui le jugeaient nécessaire, bien qu'à ses yeux il ne fût pas indispensable. Mais un examen complémentaire de ce genre, prescrit par le Gouvernement, ne ressemble nullement à une enquête parlementaire instituée en dehors de lui ou contre lui. Le premier se fera par des hommes recevant de lui un mandat ; le second s'exercerait par des délégués investis par la Chambre d'une mission en opposition avec lui. Le premier sera l'œuvre d'une commission recrutée tout à la fois parmi les membres du Parlement et les techniciens, et elle conduira, après débats, à des résolutions ; la seconde serait poursuivie exclusivement par des Représentants, fonctionnant dans les conditions ci-dessus exposées et privés du droit d'aboutir à une conclusion pratique. Le premier se comportera de telle sorte en matière militaire, qu'il ne livrera pas à la malignité publique des choses que le secret doit protéger ; la seconde, par cela même qu'elle ferait appel à des témoins venus de tous les points de l'horizon, ne pourrait mettre sous le boisseau les dépositions qu'elle aurait recueillies, fussent-elles empreintes d'un caractère dangereux.

Dans ces conditions, l'examen complémentaire par des Commissions, tout en étant destiné à fournir de nouvelles lumières comme l'enquête parlementaire, ne présente aucun des inconvénients de cette dernière ; et, encore que d'aucuns en contestent la nécessité, il aura, au moins faut-il l'espérer, l'avantage d'éclairer les hommes de bonne foi qui estiment insuffisants sur certains points les renseignements fournis jusqu'à présent.

En résumé, la proposition d'enquête parlementaire, telle qu'elle se présente dans les circonstances actuelles, serait dangereuse en elle-même et incapable de produire un résultat sérieux. Aussi la Section centrale l'a-t-elle rejetée par cinq voix contre deux, en tant qu'elle se rapporte à la partie maritime du projet, et par quatre voix contre trois, en tant qu'elle concerne sa partie militaire.

Le Rapporteur,
CH. WOESTE.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.



6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 DECEMBER 1905.

Voorstel tot parlementair onderzoek betreffende het verdedigingsstelsel van Antwerpen en de uitbreiding van dezes haveninrichtingen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WOESTE.

MIJNE HEEREN,

Het voorstel tot parlementair onderzoek betreffende het verdedigingsstelsel en de haveninrichtingen van Antwerpen, werd in de 3^e afdeeling aangenomen met zestien stemmen tegen zes en drie onthoudingen, alsook in de 4^e afdeeling met vijftien stemmen tegen acht en drie onthoudingen; in de 1^e afdeeling werd het verworpen met dertien stemmen tegen acht en twee onthoudingen, in de 2^e met dertien stemmen tegen twaalf, in de 6^e met veertien stemmen tegen twaalf; in de 5^e afdeeling, eindelijk, werd de toepassing van het onderzoek op het havengedeelte van 't ontwerp verworpen met zestien stemmen tegen elf en zijne toepassing op het militair gedeelte goedgekeurd met veertien stemmen tegen negen en vier onthoudingen.

Zij, die het voorstel in de afdeelingen verdedigden, hebben in 't kort de volgende beschouwingen doen gelden :

« Krachtens de Grondwet, bezit de Kamer het recht tot onderzoek; dat is een volstrekt recht. Onder de tegenwoordige omstandigheden, is het gebruik van dergelijk recht volkomen gewettigd, zoowel met het oog op de gesteldheid der Schelde als van een krijgskundig standpunt. Het ontwerp is inderdaad niet genoeg bestudeerd geworden; het werpt technische vraagstukken op, welke verdienen onderzocht te worden door vakmannen; derhalve is

(1) Wetsvoorstel, n^o 252 (zittingsjaar 1904-1905).

(2) De Middenaafdeeling, onder voorzitterschap van den heer SCHOLLAERT, was samengesteld uit de heeren RENKIN, WOESTE, TONNELIER, MODESTE TERWAGNE, MELOT en DE BROQUEVILLE.

een onderzoek onontbeerlijk, om aan de Kamer de noodige stukken en bestanddeelen te verstrekken voor eene beredeneerde beoordeeling. 't Is overigens het gewichtigste ontwerp dat sedert 1830 werd ingediend; ook in dat opzicht is het onderzoek bepaald noodig. Vruchteloos brengt men in, dat de ambtenaren niet kunnen ondervraagd worden: het zijn vakmannen die men zal uitnoodigen openhartig te spreken; door dit te doen, zullen zij op geenerlei wijze het evenwicht der Regeering in gevaar brengen. » Verscheidene leden overigens stelden er prijs op te verklaren, dat zij, het onderzoek stemmende, hoegenaamd geen vijandige houding tegenover het Kabinet wilden aannemen. In de 1^{ste} afdeeling had een voorstander van het onderzoek een amendement overgelegd, volgens hetwelk de burgerlijke en militaire ambtenaren enkel mochten onderhoord worden na overeenkomst met den bevoegden Minister; daar het wetsvoorstel werd verworpen, bracht de afdeeling geen stemming uit over dat amendement. In de 6^e afdeeling hebben twee leden erkend dat soortgelijk onderzoek een uitzonderlijke maatregel was, maar dat het moest ingewilligd worden, vermits de toestand ook uitzonderlijk is.

In den schoot der Middenafdeeling werden die verschillende beschouwingen herhaald en ontwikkeld door de voorstanders van het onderzoek en door den onderteekenaar van het voorstel. Deze voegden erbij, dat de Regeering aan hare ambtenaren niet kon verbieden getuigenis af te leggen voor de Onderzoeks-commissie, zonder een voorrecht der Kamer te doen ophouden; zij deden daarenboven opmerken dat, vermits de Regeering er in had toegestemd over te gaan tot een onderzoek betreffende de haveninrichtingen, alsook betreffende het militair vraagstuk, de tegenwerpingen tot bestrijding van het beginsel van een parlementair onderzoek geen steek meer hielden.

De meerderheid der Middenafdeeling heeft in dat gevoelen niet gedeeld. Wij behooren de redenen op te geven harer stemming.

Ongetwijfeld bezitten de Kamers, krachtens artikel 40 der Grondwet, het recht tot onderzoek. Er bestaat echter heel wat verschil tusschen een recht en de uitoefening van dat recht, tusschen de uitoefening van dat recht en het misbruik van dat recht. Zeker en vast is het, dat nooit, sedert 1830, de Belgische Kamers een parlementair onderzoek hebben gestemd ten gevolge van het overleggen van een wetsontwerp door de Regeering en naar aanleiding van dat ontwerp. De tot hier toe gestemde onderzoeken betroffen feiten; zij hadden tot doel of wel de Kamer in staat te stellen uitspraak te doen over de geldigheid van geloofsbrieven, of wel de noodige ophelderingen in te winnen voor het later voorstellen van hervormingen, hetzij door de Regeering, hetzij door een lid van het Parlement.

Dus kan het niet worden ontkend: het huidig voorstel is van ongewonen aard. Zoo de Kamers tot nog toe het gebruik van het recht dat zij bezitten, nooit zoo verre hebben gedreven, dan is 't omdat zij verstonden dat dergelijk gebruik in strijd was met den regelmatigen en geregelde gang van 't parlementaire stelsel. Heel zeker, indien, onder de tegenwoordige omstandigheden, de Regeering weigerde de uitleggingen te geven welke haar worden gevraagd over haar ontwerp, dan zou men een uitzonderlijk optreden van wege de

Kamers kunnen begrijpen. Doch niets dergelijks heeft zich voorgedaan. De Regeering heeft ten overvloede herhaald dat zij zich ter beschikking van de Kamers stelde en dat zij, bij voortduring, al de inlichtingen zou verstrekken, welke zij noodig mochten achten; wat ze overigens ten overvloede gedaan heeft.

Na dit alles, zou 't feit van een parlementair onderzoek te stemmen naar aanleiding van de ontworpen werken voor Antwerpen, gelijk staan met aan de Regeering te zeggen dat zij dat ontwerp slecht of onvoldoende heeft bestudeerd; dat zij geen goed gebruik wist te maken van de bestuurskrachten waarover zij beschikt; dat zij, met andere woorden, blijk gaf van lichtzinigheid door aan de Kamers een ontwerp voor te leggen zonder de vereischte rechtvaardiging; het ware van wege de Kamer de plaats der Regeering willen innemen, zich belasten met het voorbereiden van haar eigen ontwerp, nadat het overgelegd werd, zich de bevoegdheid der besturende macht toeëigenen en, dienvolgens, gansch den samenhang onzer instellingen ontredderen.

Daaruit volgt, dat de stemming van het wetsvoorstel, welke ook de inzichten zijn van de voorstanders der wet, zou zijn een stemming van wantrouwen jegens de Regeering, welke stemming deze laatste dan ook niet zou kunnen aannemen. De onderteekenaar van het voorstel schijnt het te hebben begrepen; want aan 't slot zijner toelichting zegt hij: « Zoo de Regeering dit voorstel aanneemt, hangt het van haar af het door de Commissie beoogde doel spoedig te verwezenlijken »; zoo sprekende, erkende hij dat het voorstel geen uitslag kan opleveren zonder de medewerking der Regeering. Welnu, verre van op die medewerking te mogen rekenen, is zij hem uitdrukkelijk ontzegd geworden.

Is dat alles waar op algemeene wijze, hoe waar is het vooral wanneer men denkt dat het voorstel strekt om aan de Onderzoeks-commissie te onderwerpen « het buiten gebruik stellen van de thans bestaande omheining en het veranderen van het verdedigingsstelsel dezer plaats » en haar te machtigen daartoe als getuigen te onderhooren « de ambtenaren van de militaire macht ».

't Is bijna overbodig te doen opmerken hoe gevaarlijk het ware onze militaire inrichting in 't openbaar aan een scherp en contradictoir onderzoek te onderwerpen en vooral een onderzoek van dien aard te machtigen om de mogelijke leemten dier inrichting na te gaan en de middelen te beramen om er in te voorzien. In den vreemde beseft men de vaderlandslievende noodwendigheden die in dat opzicht voorzichtigheid en bescheidenheid vergen. In Engeland, namelijk, gaat het er zoo toe. Een gewaardeerd schrijver, de heer Todd ⁽¹⁾, drukt zich aldus uit :

« Voor de eene of voor de andere Kamer ware het eene gevaarlijke macht op te treden waar het betreft de tucht of het bevelhebberschap in zake van leger en zeewezen.

» *Noch de eene noch de andere Kamer moet zich insgelijks het recht toe-*

⁽¹⁾ A Todd, *Le Gouvernement parlementaire en Angleterre*. Vertaling uitgegeven bij Girard, Parijs, 1900, 1^o boekdeel, bladz. 255, 257 en 258.

eigenen een onderzoek te stellen naar de behoorlijkste en volmaaktste wapens ten gebruike van leger en zeewezen, ten ware de Regeering haar uitnoodigt tot dat onderzoek over te gaan

» Indien het, op een bepaald oogenblik, noodig is een nauwgezet onderzoek in te stellen naar zaken betreffende de *inwendige inrichting van leger of van zeewezen*, moet dat onderzoek, zooals het door gezaghebbende mannen werd toegelicht « worden gedaan *door eene commissie benoemd door de Kroon* en hare verslagen indienende bij de Kroon, welke verslagen later » aan het Lagerhuis kunnen medegedeeld worden, met het doel door die » Kamer nuttig bevonden. Doch ik meen dat die Kamer niet de bevoegde » macht is, om onderzoekingen van dien aard in te stellen⁽¹⁾. Het hoort nochtans volkomen tot de bevoegdheid van het Parlement zich tot de Kroon te wenden voor het benoemen van eene Commissie daartoe. »

Al die redenen schijnen reeds afdoende voor de meerderheid der Middenafdeeling. Het zijn nochtans de eenige niet.

Men is inderdaad gerechtigd de vraag te stellen wat zoo een onderzoek zou wezen, en welke uitslagen het zou kunnen opleveren.

Het ware heel moeilijk zijnen werkkring te beperken en de getuigen die zich zouden aanbieden van de hand te wijzen. De ingenieurs zonder betrekking en verlangende er eene te vinden, de militairen met overdreven onvoldoende bestudeerde ontwerpen, en over 't algemeen al de miskende mannen, zouden vragen om hunne opvattingen voor de Commissie te ontwikkelen. Wat zouden zij erbij wagen? Zij dragen geen verantwoordelijkheid en, dienvolgens, zouden ze zich niet laten leiden door de ingevingen in die verantwoordelijkheid grput. Anderzijds zouden de getuigen niet geroepen zijn om samen te beraadslagen; zij zouden achtereenvolgens alleenspraken leveren welke strijdig zouden zijn de eene met de andere: het ware een vastenavondstoet van ontwerpen. « Het onderzoek, zegt de Toelichting, zal tot geene stemming hoegenaamd leiden, zelfs niet tot eenig besluit. » Wat zou het derhalve kunnen voortbrengen?

Hier rijst overigens eene voorzeker kiesche vraag op: zouden de ambtenaren bij dat parlementair onderzoek kunnen onderhoord worden? Dat denkt heel zeker de ondertekenaar van het voorstel, zooals artikel 3 van dat voorstel het genoeg bewijst. Welnu, de ambtenaren zijn verbonden door hun beroepgeheim; zij hangen af van de Regeering en niet van de Kamers; de Regeering zou derhalve het onbetwistbaar recht hebben hun te verbieden gevolg te geven aan de uitnoodiging welke zij zouden ontvangen om voor de Onderzoeks-commissie te verschijnen: dat zou onvermijdelijk botsing uitlokken tusschen Regeering en Kamers.

Daartegen brengt men in dat de Regeering aldus een voorrecht der Kamers zou kunnen verijdelen. Heel zeker is het wenschelijk dat de uitoefening der machten op harmonische wijze geschiede. Niettemin is het waar dat zij van elkander onafhankelijk zijn en dat evenals de uitvoerende macht

(1) Die woorden, uitgesproken door lord Palmerston, werden, zegt de heer Todd, later bekrachtigd door den heer Disraeli.

geen inbreuk mag maken op de wetgevende macht; deze laatste het recht niet bezit te bevelen aan de ambtenaren en er over te beschikken zonder te letten op de banden die hen aan de Regeering hechten. 't Is overigens onaanvaardbaar dat ambtenaren aan derde personen, of aan het publiek dingen mogen mededeelen, welke zij enkel kennen uit hoofde van het ambt dat zij bekleeden.

Onderstellen wij nochtans dat de Regeering de ambtenaren ontslaat van het beroepsgeheim. Ieder officier, ieder burgerlijke beambte zal in dat geval geroepen worden om het ontwerp, overgelegd door den Minister, zijn ambtelijk overste, te bespreken, te beoordeelen en te beknibbelen; aldus zal hij er toe genoopt worden zijn persoonlijk gezag en zijne zoogezegde persoonlijke verantwoordelijkheid te stellen tegen het gezag der collectiviteit zijner collega's, die het bestuur en de grondwettelijke verantwoordelijkheid van het hoofd van 't Departement uitmaken! Overigens zal een van de twee gebeuren: ofwel ze zullen getuigen overeenkomstig de opvattingen der Regeering en dan zal men zeggen dat hunne getuigenis niets beteekent, uit hoofde juist van de afhankelijkheid waarin zij verkeerden; ofwel zullen zij die opvattingen bestrijden en dan zullen zij op de Kamers steunen om hunne persoonlijke ingevingen te volgen en niet die welke van de ministers uitgaat; en zoo zou het bestuur een soort van Babeltoren worden waar onafhankelijkheid zou heerschen van boven tot beneden, zonder dat iemand nog weet waar het gezag bestaat, waaraan gehoorzaamd moet worden.

Vruchteloos ook brengt men daartegen in dat de Regeering het beginsel van een onderzoek aannam. Wat de Regeering aannam is geen onderzoek, maar eene aanvullende studie van wege Commissiën, over twee voornamelijk besproken punten Zoo doende, gaf zij gevolg aan de bezwaren geopperd door sommige Kamerleden, in welke zij overigens niet deelt: die commissie voorziet eene aanvullende studie, welke zij, uit toegeving, niet wilde weigeren aan hen die ze noodig vonden, alhoewel die studie haar niet onontbeerlijk scheen. Maar eene aanvullende studie van dien aard, door de Regeering bevolen, lijkt hoegenaamd niet aan een parlementair onderzoek buiten haar of tegen haar ingesteld. De aanvullende studie zal gedaan worden door mannen die van haar eene zending krijgen; het parlementair onderzoek zou geschieden door afgevaardigden, van wege de Kamer bekleed met eene zending tegen de Regeering. Bewuste studie zal 't werk zijn van eene commissie, samengesteld tevens uit leden van 't Parlement en uit vakkundigen, en zal, na beraadslaging, tot besluiten leiden; het parlementair onderzoek zou uitsluitend geschieden door Kamerleden, te werk gaande zooals hooger uiteen werd gedaan, en beroofd van het recht om tot een practisch besluit te komen. De eerste commissie zou op krijgskundig gebied derwijze te werk gaan, dat zij de openbare kwaadaardigheid geen dingen zal overleveren, welke dienen geheim te blijven; de parlementaire commissie, om reden zelfs dat zij beroep zou doen op getuigen uit alle hoeken toegestroomd, zou de ontvangen getuigenissen niet kunnen verstoppen, al waren die ook van gevaarlijken aard.

Dit zoo zijnde, wordt door de aanvullende studie van wege Commissiën, alhoewel bestemd om nieuwe inlichtingen te verstrekken evenals het par-

mentair onderzoek, geen enkel der bezwaren opgeleverd van dit laatste onderzoek; en alhoewel sommigen de noodzakelijkheid er van betwisten, die studie zal, naar men te minste mag hopen, het voordeel opleveren de mannen in te lichten die, te goeder trouw, de tot hiertoe verstrekte inlichtingen onvoldoende vinden.

Kortom, het voorstel tot parlementair onderzoek, zooals het in de huidige omstandigheden voorkomt, ware op zich zelf gevaarlijk en onbekwaam een ernstigen uitslag op te leveren. Daarom ook heeft de Middenafdeeling het verworpen met vijf stemmen tegen twee voor het gedeelte van 't ontwerp betreffende de havenwerken, en met vier stemmen tegen drie voor het gedeelte betreffende de krijgswerken.

De Verslaggever,
CA. WOESTE.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

